

EDITORIAL

Il s'agit de notre premier numéro depuis la disparition d'Altiero Spinelli ; nous revenons longuement, dans ces pages sur cet événement qui survient alors que le projet d'Union européenne élaboré par le Parlement européen, projet qui lui devait tant, piétine depuis l'échec du Sommet de Luxembourg en décembre.

Il aura malheureusement fallu sa mort pour que la majorité de la classe politique et des médias l'élève au rang des pères de la construction européenne, d'Adenauer, d'Alcide de Gasperi, de Jean Monnet...

Plus que jamais nous devons être convaincus, comme il aimait à le rappeler et comme l'a souligné **Libération** que **"la force d'une idée est de savoir ressusciter après de maintes défaites"**.

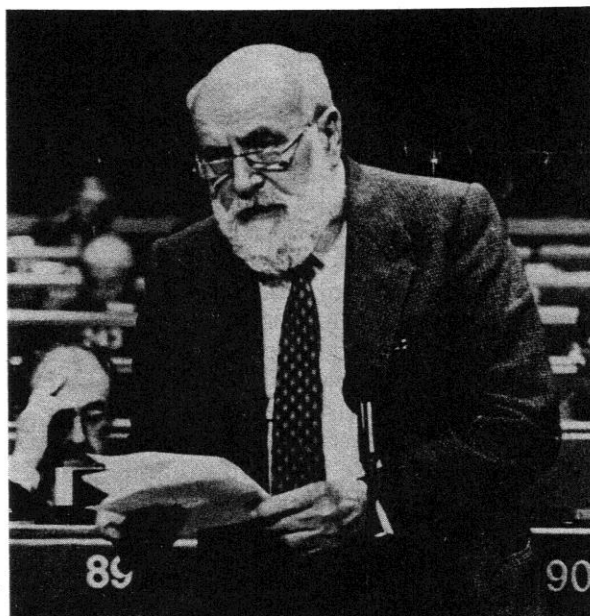
La disparition de Spinelli n'a pas modifié nos tâches mais accru nos responsabilités.

Quelle est donc la situation actuelle ?

— Grâce à l'action des fédéralistes, le peuple européen, peut désormais, au travers des élections au suffrage universel direct du Parlement européen, participer à la construction de l'Europe ;

— Grâce à Spinelli et au Parlement européen, les gouvernements ne peuvent plus éluder la question de l'Union européenne.

Au sommet de Luxembourg (celui de La Haye n'ayant rien amené de nouveau à part une nouvelle manifestation de la "force fédéraliste" dans les rues de la capitale hollandaise), les fédéralistes ont perdu une bataille mais non la guerre. Ils ont tenu leurs positions et appelé le Parlement européen à assumer ses responsabilités. Cet appel a été entendu et le Parlement discute actuellement le Plan Spinelli (présenté dans notre dernier numéro) dont le dessein est d'obliger les gouvernements à lui confier, en vue de l'élection européenne de 1989, le mandat de rédiger la constitution de l'Union.



L'engagement et la responsabilité des fédéralistes sont donc d'assurer le succès de ce plan. Cela ne sera possible qu'au moyen d'une large mobilisation populaire nécessaire, dans un premier temps, à s'assurer que le Parlement européen approuve le Plan Spinelli et le fasse sans hésitations et sans faux-fuyants, et par la suite à peser de tout son poids sur les forces politiques et les gouvernements.

Il s'agit en substance de poursuivre sur la voie ouverte à l'occasion de la grandiose manifestation de Milan d'il y a un an qui avait amené les fédéralistes et l'ensemble des forces européistes, grâce à l'engagement des collectivités locales, à constituer dans de nombreuses villes italiennes les **Comités pour l'Union européenne**.

Il faut maintenant élargir cette initiative à tout le territoire de la Communauté.

Les Comités doivent réunir toutes les forces, culturelles, religieuses, syndicales, associatives au sens le plus large, politiques enfin qui se déclarent prêtes à se battre pour le pouvoir démocratique européen et il n'est que temps de les mettre en place et de définir leurs modalités d'action.

Fédéchoses.

Altiero Spinelli

Altiero Spinelli est mort. Le père du projet de Traité d'Union européenne adopté par le Parlement européen, celui qui dénonçait et pourfendait inlassablement l'inertie bureaucratique qui empêchait l'Union européenne de se faire n'élèvera plus sa voix indignée ou ironique dans l'hémicycle de Strasbourg.

On connaît le combat qu'il a mené contre le facisme, qui lui coûta 10 années d'emprisonnement et 6 de relégation. On sait qu'après avoir écrit, avec Ernesto Rossi, le fameux "Manifesto di Ventotene" (1941), il a fondé le Mouvement fédéraliste européen.

Voici comment il a décrit les débuts de sa vie d'Européen : "Il y a deux idées que je considère comme essentielles et auxquelles je suis resté fidèle. La première est que le devoir de réaliser l'unité européenne ne revient pas à une vague génération d'un futur incertain mais revient à notre génération. Je me suis senti désormais lié par ce devoir, qui s'est imposé à moi comme la tâche fondamentale de ma vie politique.

La seconde idée était que la ligne de partage entre les forces de progrès et de conservatisme ne serait plus la ligne traditionnelle entre la gauche, plus ou moins socialiste, et la droite, plus ou moins libérale, mais qu'elle serait la démarcation toute nouvelle entre ceux qui entendraient utiliser le pouvoir dont ils disposent pour promouvoir l'unification européenne et ceux qui voudraient l'employer au fins de promouvoir la restauration de la souveraineté nationale ; que, par conséquent, j'adopterais une attitude d'indépendance à l'égard de quelque parti national que ce soit, m'engageant, aux côtés de quiconque se rangerait sur la ligne de front politique qui était la mienne, dans mon combat pour l'Europe.

M'aventurant, muni de cette boussole, dans les méandres de la vie politique, j'ai fondé à Milan en 1943, le Mouvement fédéraliste européen ; alors que la guerre faisait encore rage, j'ai suscité les premiers rassemblements fédéralistes à Genève en 1944 et à Paris en 1945 ; j'ai participé à la Résistance afin de renforcer le lien entre celle-ci et la lutte en faveur de l'Europe ; j'ai animé

la propagande fédéraliste en Italie et en Europe, critiquant sévèrement l'orientation étroite, modérée, fonctionnelle, que donnaient à la construction européenne les hommes d'Etat français, italiens, allemands, belges et hollandais, au début des années 50. J'ai été cependant disposé à collaborer avec eux lorsque j'ai réussi à convaincre de Gasperi et Spaak, puis à travers eux, les autres hommes d'Etat européens, de la nécessité de dépasser le cadre des Communautés "spécialisées", la Communauté du charbon et de l'acier et celle de la défense, pour envisager la création d'une authentique communauté politique".

FEDECHOSSES

POUR LE FEDERALISME

PRESSE FEDERALISTE

26 RUE SALA - 69002
LYON

Directeur de la publication
J.L. PREVEL

Comité de rédaction

J.F. BILLION
F. BLANCHARD
C. CABOCEL
J.M. DUBOS
A.M. GORDIANI
B. LESFARGUES
J.P. PASDELOUP
C. REVEYRAND
B. SAINT-GAL

Imprimerie BRESSAUD

Commission paritaire 56256



Les funérailles d'Altiero Spinelli se sont déroulées à Rome le lundi 26 mai.

C'est l'ensemble du monde politique italien et européen qui a voulu témoigner, avec la participation de ses représentants les plus éminents, de l'estime et du respect unanimes qu'avait su acquérir Spinelli tout au long de sa bataille ininterrompue, toujours menée au dessus des factions et des particularismes. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler quelques unes des personnalités vues sur la place Montecitorio, où son cercueil porté sur les épaules de ses amis et de ses collaborateurs a été accompagné par un long cortège parti du siège romain du Parlement européen.

Etaient entre autres présents le Président du P.E, Pierre Pflimlin, celui de la Commission de Bruxelles, Jacques Delors et de nombreuses personnalités italiennes parmi lesquelles le secrétaire de la Présidence de la République, le Président de la Chambre, le Premier Ministre, le ministre des affaires étrangères, le maire de Rome, les représentants de la Banque de Rome, de la Cour constitutionnelle et de tous les partis politiques.

Il y avait également, bien sur, les fédéralistes. Dirigeants et militants de base de l'U.E.F et de toutes les organisations de la "force fédéraliste", venus de toutes les régions d'Italie et d'Europe, pour témoigner de leur douleur à l'occasion de la disparition d'un homme qui avait su être "père, ami et maître", mais aussi la grande fierté de pouvoir se considérer comme ses héritiers. Parmi ceux qui se sont regroupés sous les drapeaux verts des fédéralistes nous rappellerons le Président de l'U.E.F, John Pinder, le secrétaire européen Caterina Chizzola, Claus Schöndube (Europa-Union Deutschland), François Bourguignon et Pascal Herroclen (UEF Belgique), Anita Garibaldi (UEF France), Vittorio Cidone (groupe UEF des communautés européennes), Max Ambühl (Europe-Union Suisse), le secrétaire national du CCRE italien, celui de l'association européenne des enseignants (AEDE), les représentants de la Fédération des Maisons de l'Europe, ceux du Mouvement européen et les militants venus de plus de vingt villes italiennes.

L'oraison funèbre a été introduite par un salut de Virgilio Dastoli, son plus proche collaborateur de ces dernières années.

Pierre Pflimlin a tenu à rappeler

quelle avait été l'action de Spinelli et qu'il avait été un modèle de courage dès les premiers temps de la Résistance au fascisme ; il est en outre revenu sur les derniers développements de la lutte pour l'Union européenne après ce qu'il a appelé "la défaite de Luxembourg" et a déclaré :

"A l'initiative d'Altiero SPINELLI fut créée la commission institutionnelle, qui, sous son impulsion, élaborait le projet de Traité d'Union européenne que notre Assemblée adopta en février 1984.

"Au mois de juin suivant, les chefs d'Etat et de gouvernement prenaient en considération ce projet et instituaient un Comité qui devait préparer la réforme des Institutions européennes.

"Altiero SPINELLI pouvait croire alors, et nous sommes nombreux à l'avoir cru avec lui, qu'une étape décisive était franchie. Hélas, au temps de l'espoir succéda le temps de la déception. La Conférence intergouvernementale, convoquée après le Sommet de Milan, l'an dernier, élaborait un texte, l'Acte unique, qui n'instituait pas l'Union européenne, loin de là.

"Altiero SPINELLI clama sa déception mais il ne se résigna pas. Cet homme était de la race des héros qui ne se résignent jamais. Il invita le Parlement européen à poursuivre son action en se donnant, cette fois, pour objectif, les élections de 1989 qui, pensait-il, devraient donner à notre Assemblée un véritable pouvoir constituant. Il savait bien que cet objectif serait difficile à atteindre. Aussi pensait-il qu'il fallait, pour faire progresser l'idée européenne, de nouvelles approches. Ainsi s'explique sa dernière initiative, qui fut de convoquer pour le 13 juin prochain une réunion d'hommes politiques et d'hommes de culture qui seraient invités à dégager par une réflexion commune des voies nouvelles pour le même combat, le combat pour l'Europe unie. Quelques jours avant sa mort, il adressait à ces hommes un message où s'exprimaient ses déceptions mais aussi son inébranlable volonté. Jusqu'à son dernier souffle, il a ainsi lutté pour l'Europe. En nous quittant, il nous laisse un admirable exemple et un ultime message d'espoir."

Prenant la parole après le Président du Parlement européen, Mario Albertini, a déclaré en substance "Spinelli, nous a enseigné avant tout une chose : Une fois clairement défini l'objectif, chacun doit faire de la lutte pour cet objectif une affaire personnelle."

Combien ont aujourd'hui le courage de se comporter ainsi ? Lorsqu'il a quitté la prison et la rélegation de Ventotene, Spinelli était seul, comme il l'a rappelé dans ses mémoires. Mais il savait avoir défini l'objectif pour lequel il fallait

La mort d'Altiero Spinelli, militant européen de la première heure

Ame du mouvement fédéraliste européen, député européen, il estimait que « la force d'une idée est de savoir ressusciter de maintes défaites ».

Altiero Spinelli est mort hier matin à Rome à l'âge de 79 ans. Ne vous attendez pas à ce que les hommes politiques lui fassent un panégyrique à la Gaston Defferre : Altiero Spinelli était un emmerdeur. C'était un « utopiste » et, pour couronner le tout, un militant européen... Dieu sait si cette race d'emmerdeur est mal vue des hommes politiques soucieux de le rester longtemps...

Le Romain Altiero Spinelli était né au Brésil le 31 août 1907. Etudiant en droit, il fut arrêté en 1927 pour « activités antifascistes » (il était aux jeunes communistes depuis 1924) et condamné par le tribunal spécial à 10 ans de prison. Quand il en sort, c'est pour partir six ans en « confino » dans l'île de Ponza, puis dans l'île de Ventotene. C'est là qu'il rédige - avec Ernesto Rossi - le fameux « *Manifesto di Ventotene* »

texte de base des « fédéralistes européens ». Ursula Hirshman, une militante, diffuse le « Manifesto » dans la péninsule. Elle deviendra en 1946 Madame Spinelli.

Dès 1943, Ursula, Altiero et d'autres antifascistes fondent à Milan le « *Movimento Federalista Europeo* ». Jusqu'en 1962, Altiero sera l'âme du mouvement dans toute l'Europe.

Dans les années soixante, il fonde, puis anime l'Institut des affaires internationales de Rome. De 1970 à 1976, il est à Bruxelles, commissaire européen chargé des affaires industrielles, puis il est élu au Parlement italien comme « *apparenté communiste* ». Parce qu'il estimait que les communistes italiens avaient bien compris, comme lui, que « *la découverte de la liberté et l'unité européenne sont le même tissu politique* ».

Dès 1976, il siège aussi au Parlement européen où il sera réélu deux fois. Il y anime à partir de 1981 la commission institutionnelle et le fameux « *club du Crocodile* » (du nom du fameux restaurant strasbourgeois) qui travaillent à la rédaction du projet de Traité d'Union.

Ces dernières années, Altiero Spinelli s'était laissé pousser une belle barbe blanche de Socrate. Dans son français parfait et rocailleux, imagé et parsemé de citations latines, il apostrophait depuis les bancs de l'hémicycle strasbourgeois les gouvernements européens coincés dans leurs nationalismes administratifs. En février 84 il nous disait, le soir de sa victoire, « *la force d'une idée est de savoir ressusciter de maintes défaites* ».

Altiero s'éteint à un moment où l'Europe avait encore tant besoin de sa sagesse, de sa maïeutique rugueuse, de ses fulgurances, de sa grande tendresse pour sa maîtresse Europe... Puisse son projet être libéré du « *confino* » dans lequel les fonctionnaires européens l'ont enfermé.

Didier POURQUERY

se battre et c'est sur la base de cette certitude qu'il a commencé à rechercher des compagnons de route. Il ne s'est jamais arrêté. Après la défaite du Projet de Traité d'Union européenne, sanctionnés par les résultats du Sommet de Luxembourg, il avait recommencé à tisser inlassablement le fil de sa toile. "Notre tâche suprême, a conclu Albertini, est de continuer son action".

UN CLUB EUROPEEN A L'I.N.S.A.

Le campus de la Doua à Villeurbanne compte 16 000 étudiants, dont 3 000 à l'Institut National des Sciences Appliquées (Ecole d'ingénieurs). En 1984 deux Insaliens de nationalité allemande et française, Markus Schmidt et Frédéric Chainey, décident de fonder un club européen afin de sensibiliser les étudiants aux problèmes concernant l'Europe.

L'essentiel de ses activités consiste à organiser des conférences-débats (le professeur Louis Leprince-Ringuet, président du Mouvement Européen, M. Graff Von Kagueneck, journaliste à Die Welt, ...) des voyages d'études, (Centre Européen d'Ispra en Italie, Parlement Européen à Strasbourg) et à animer les "12 à la une" sur la radio étudiante de Lyon.

Le temps fort de cette année fut l'organisation de la première Semaine Européenne de l'I.N.S.A. du 19 au 24 mai. Pendant cette semaine, les étudiants français ont pu rencontrer des jeunes Européens (Allemands, Polonais et Belges), invités spécialement à cette occasion. Ils ont pu également assister à des séminaires, tous les matins (Katharina Von Bülow : journaliste, Philippe Laurette : président de la J.E.F et M. Schoenwaldt : consul général de R.F.A. à Lyon) ainsi que deux conférences-débats : "Le chômage en Europe" avec André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière et "l'Europe vers un marché unique : un enjeu humain, technologique et commercial" avec M. Philip, professeur à Lyon III et conseiller régional et M. Rasmussen, professeur à l'école de commerce de Copenhague. Les après-midis ont été consacrés à la visite de la région lyonnaise (Lyon, Vienne, le Beaujolais, réception à la Maison de l'Europe et à la Mairie de Vienne).

La Semaine Européenne s'est clôturée à la mairie de Villeurbanne où Charles Hernu, député du Rhône, a reçu les participants européens.

LA MORT D'ALTIERO SPINELLI

Lui, Ulysse...

Altiero Spinelli, député européen (apparenté PCI) et ancien membre de la Commission de Bruxelles, est mort le vendredi 23 mai à Rome, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. (le Monde du 24 mai.)

Jusqu'à la fin, Altiero Spinelli aura lutté pour que la Communauté européenne soit animée par une volonté, par une politique fondée sur un concept; aura lutté à contre-courant pour que les progrès empiriques soient autre chose que le fruit de compromis entre des nationalismes. Intervenant quelques semaines après celle de Robert Marjolin, qui fut un architecte, sept ans après celle de Jean Monnet, le créateur politique par excellence, la disparition de Spinelli, l'idéologue de l'Europe, ferme la dernière page d'un chapitre qui raconte des espoirs déçus, des enthousiasmes éteints, des peurs triomphantes.

Il était un parlementaire européen parmi d'autres et peu connu hors de son pays dont la classe politique l'avait mis sur la touche parce qu'en rien il n'y était notable, qu'il n'en partageait pas les travers. En ces dernières années, il s'était fait, dans une épaisse barbe blanche, la tête de Marx ou de cet Ulysse le rusé, dont il avait pris le nom dans la clandestinité des années 1925. Dans sa maison de Sabaudia, entre les anciens marais Pontins et la Tyrrhénienne, à une portée de flèche de la grotte du Circeo où Ulysse avait visité la magicienne Circé, Altiero Spinelli avait rédigé le bilan de son existence sous ce titre-programme ironique : « *Comment j'ai tenté de devenir sage, moi, Ulysse.* » Seul le premier tome, qui va jusqu'en 1945, était paru (le Monde du 29 juillet 1984).

Le savoir et le pouvoir

Sous cette barbe, il y avait eu un beau masque de séduction, puis une face de proconsul de pierre. Mais toujours un homme seul, ambitieux d'appartenir à la minorité et de la conduire. Né au Brésil en 1907, au hasard de la carrière de son père, grandi à Rome, il avait été introduit par ce père aux grands auteurs théoriques du socialisme : Marx, Engels, Lasalle, puis à l'athéisme militant. A peine âgé de dix-sept ans, il adhéra aux Jeunesses communistes, « *agité par la passion politique de l'action et du commandement, séduit par une organisation qui se présente comme un clergé...*, décidé à devenir ce que le fondateur de cet ordre avait appelé « *le révolutionnaire professionnel* ».

Les deux faces d'une même passion : fascination du pouvoir et goût du savoir, du franchissement des bornes de la maîtrise, guident son existence clandestine d'étudiant et d'organisateur pendant trois ans. Mais Altiero Spinelli supporte mal les règles de l'« ordre » auquel il s'est soumis, il revendique son droit à penser par lui-même. Avant toute rupture avec le Parti communiste, il est arrêté par hasard, démasqué comme

permanent du parti, condamné en 1928 à seize ans et huit mois de prison par le tribunal spécial fasciste. Après trois ans d'isolement à Lucques, puis Viterbe et Civitavecchia, il est envoyé en résidence forcée dans les îles de Ponza et Ventotene.

Sa bataille intérieure y est double : l'approfondissement de sa culture marxiste s'accompagne d'une remise en cause de la stratégie du Komintern. Il refuse le stalinisme. Le comité directeur clandestin des internés communistes prononce son exclusion en 1937, ce qui signifie la mise en quarantaine absolue.

Transféré à Ventotene en 1939, Altiero Spinelli y travaille avec Ernesto Rossi à réfléchir sur l'après-guerre : dès 1943, ils parlent de construction européenne, proposant un « *pouvoir démocratique européen* », pour dépasser les nationalismes. Leur « *manifeste de Ventotene* », reposant sur la confiance que l'Europe retrouve la maîtrise de son destin, aboutit au remaniement des vieux concepts : « *réactionnaire* » ou « *progressiste* » ne se définissent plus par relation à la nature ou au degré du socialisme, mais selon un autre type d'ordre, celui du fédéralisme au sens large. Est par excellence « *réactionnaire* » la prédominance des « *passions populaires* » déferlant dans les nationalismes. Et « *progressiste* », la structure qui les dépasse.

La hantise de l'Europe

Secrétaire général du Mouvement fédéraliste européen jusqu'en 1962, puis délégué général de l'Union européenne des fédéralistes, fondateur et animateur de l'Institut des affaires internationales de Rome — organisme de réflexion — Altiero Spinelli sera chef de cabinet de Pietro Nenni au ministère des affaires étrangères en 1969. Episode de participation à la vie politique, après lequel il devient membre de la Commission des Communautés européennes, chargé de la production industrielle et de la recherche.

Il accepte, en juin 1976, d'être présenté aux législatives comme indépendant sur les listes communistes, renouant ainsi, après cinquante ans, avec l'ami de sa jeunesse, puis l'adversaire féroce de toute sa vie, Giorgio Amendola, l'un des principaux dirigeants du PCI, auquel Spinelli lui-même l'avait amené. Il s'en explique alors (le Monde du 18 mai 1976) par deux motifs : la conviction que les communistes italiens « *ont changé, révisé beaucoup de leurs concepts, désacralisé leur histoire (...), pensent leur action en termes de participation démocratique* ». Et, d'autre part, l'espoir de contribuer à un gouvernement de gauche fort en Italie qui mette en place « *une politique de réformes structurelles* », ouverte sur l'Europe, « *instrument de transformation des structures sociales* ».

A Rome comme, plus tard, au Parlement de Strasbourg, Altiero Spinelli est assez seul, dans le no man's land des concepts qui l'inspirent. Il fait

adopter, en septembre 1983, un plan d'union européenne donnant à l'Assemblée un pouvoir législatif, dans la ligne de ses initiatives répétées. Jusque dans les derniers mois, il bataillera sans répit pour entraîner la commission des affaires institutionnelles, qu'il préside, à briser les limitations de pouvoir qu'impose la règle de l'unanimité.

Mais le passage des générations au pouvoir dans les pays membres de la Communauté accentue la solitude d'Altiero Spinelli. Il a toujours été la voix clamant dans le désert, mais ceux qui l'entendent encore ne comprennent plus, faute de souvenirs et d'expérience, ce qu'il y a de nécessaire dans ce prophétisme. Il y a trop d'impulsion d'hérésie chez Spinelli, trop peut-être de donquichottisme, pour émouvoir ces personnages politiques qui manipulent les faits immédiats, non les projets. Si une vie a pu sembler gorgée de déceptions, n'est-ce pas la sienne ?

Jusqu'au terme, il a pourtant voulu et imaginé. Sa patrie même lui a été ingrate, alors qu'il en incarnait cette lignée d'esprits laïques, toujours en opposition, posant dans l'Europe le cadre d'une unité paraissant celle de la nation. Une lignée de conquérants civilisés, d'athées mystiques, étrangers à toute rhétorique du sentiment, mais généreux et amicaux à qui croisait leur détermination. Un grand Italien de la même trempe qu'Ignazio Silone.

JACQUES NOBÉCOURT.

LE ROI D'ESPAGNE, JUAN CARLOS, AU PARLEMENT EUROPEEN.

Juan Carlos, roi d'Espagne a récemment rendu visite au Parlement européen où il a été accueilli en ces termes par le président Pflimlin :

Votre présence ici à Strasbourg, cinq mois après l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, est à nos yeux la consécration solennelle de l'engagement de votre pays au sein de l'Europe communautaire, organisée autour des principes de démocratie, de solidarité et de respect des droits de l'homme. Notre Communauté, sans l'Espagne était incomplète. L'histoire et la culture espagnoles sont en effet, des éléments précieux, irremplaçables de l'identité européenne. L'entreprise commencée en 1950, à l'initiative de Robert Schuman dont nous célébrons cette année-ci le centenaire, n'aurait pas pu trouver sa dimension authentique et sa pleine signification si votre pays ne s'y était associé.

Il a ensuite prononcé une allocution remarquable dont nous avons tiré quelques extraits :

... Je veux mettre en relief l'aspect institutionnel et la construction européenne parce que, sur le terrain des idées, l'Unité européenne a été latente chez nos penseurs et dans la conscience collective de nos peuples, quand l'Europe à une époque déjà lointaine, cessa d'être une simple notion géographique pour devenir un berceau de civilisation...

... Les rares et vaines tentatives d'unification par la force des armes ayant été écartées, on entre dans la voie logique de la concertation, après que deux affrontements fratricides dans le bel espace d'un demi siècle aient semé l'horreur sur notre sol et menacé d'effacer de la surface de la terre plus de vingt siècles d'histoire.

L'Europe décide de chercher finalement l'unité dans la diversité. Unité qui repose sur l'entente profonde entre ses populations. Unité comme expression de la volonté de vivre en commun dans la paix et la liberté et non seulement selon un accord entre les gouvernants. Le tout animé, en outre par le désir de maintenir l'Europe comme un bastion de la liberté, de la démocratie et du respect des droits de l'homme.

Je veux rendre hommage aux hommes, aux penseurs, aux hommes d'Etat et aux gouvernants qui dans l'immédiat après guerre, jetèrent les bases juridiques et politiques de cette Communauté dans laquelle l'Espagne s'intègre aujourd'hui pleinement et sans réserve. Les noms de Schuman, Spaak, Monnet, De Gasperi Adenauer et de tant d'autres, sont inscrits en traits ineffaçables dans notre patrimoine commun...

Long est le chemin parcouru depuis la signature de l'Accord de Paris et depuis la conférence de Messine, prélude des Traités de Rome. Le succès est si évident qu'il semble inutile de le souligner. La vitalité de cette entreprise commune a été démontrée lorsque, pendant une période de difficultés qui suivit l'avance rapide initiale, la Communauté a été capable de s'agrandir en trois occasions successives, en même temps qu'elle a continué à poursuivre les objectifs en suspens et à résoudre les difficultés qui survenaient.

Tout au long de ce processus, un rôle prééminent est revenu à cette Assemblée qui, aujourd'hui représente plus de 300 millions de personnes...

... Un parlement qui fut, dès la création des Communautés, une force motrice du processus de rénovation. Pour cela il a reçu la consécration qu'entraîne le suffrage universel et ce système d'élection a été à son tour celui qui l'a placé dans une dynamique nouvelle et plus profonde qui en a fait le protagoniste privilégié de la vie communautaire.

Il ne saurait en aller autrement d'un Parlement élu directement par les peuples d'Europe. Et cela se conjugue parfaitement avec la logique de l'évolution historique. C'est suivant cette même logique qu'a eu lieu dans cette enceinte en 1984, l'adoption du projet de Traité instituant l'Union Européenne.

Cette décision et les positions adoptées par la suite par le Parlement Européen à la Conférence Intergouvernementale convoquée par accord du Conseil Européen de Milan, ont été des éléments importants dans la "configuration" finale de l'Acte Unique Européen, signé cette année par les douze pays membres, dans le but de continuer à travailler au succès de l'Union européenne.

nous avons le devoir de ne pas faillir dans cette entreprise et nous n'allons pas nous arrêter maintenant devant des difficultés mineures, quand la renaissance du projet commun se forgea aux pires moments de l'histoire de notre continent.

Chacun, dans sa parcelle de responsabilité, doit apporter son effort et je veux réaffirmer solennellement l'engagement de l'Espagne dans la réalisation de cet avenir d'unité parce que personne n'a le droit de dilapider l'héritage reçu...

SERGIO SEGRE, NOUVEAU PRESIDENT DE LA COMMISSION INSTITUTIONNELLE

M. Sergio SEGRE (communiste italien) a été élu par acclamation, président de la commission institutionnelle du Parlement européen, succédant ainsi à M. Altiero Spinelli, décédé le 23 mai dernier.

Non au racisme et à la xénophobie

Les Présidents PFLIMLIN, VAN DEN BROEK et DELORS ont signé une déclaration commune du Parlement, du Conseil, des représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil et de la Commission contre le racisme et la xénophobie, après que les députés l'eurent adoptée à la quasi-unanimité, à l'exception du groupe des droites européennes (plusieurs députés de ce groupe ont d'ailleurs quitté l'hémicycle au moment de la signature).

Le texte, que nous reproduisons intégralement, en a été établi lors d'une réunion de concertation sur la base du texte proposé par la commission politique du Parlement européen, présidée par le démocrate-chrétien Roberto FORMIGONI. Ce texte, il faut le rappeler, doit beaucoup à son rapporteur initial, le député grec Dimitrios EVRIGENIS (PPE), disparu il y a maintenant 6 mois. En hommage à son engagement, les députés ont demandé que la déclaration commune soit baptisée «déclaration EVRIGENIS».

La résolution accompagnant la Déclaration (adoptée, elle, par 317 voix contre 22 et 22 abstentions) «invite tous les Etats membres à éliminer toutes les entraves administratives qui subsistent, afin que, dans le cadre d'une société multiculturelle, tous les étrangers puissent participer, à égalité de droit, à la vie politique, sociale et culturelle».

Cette Déclaration commune, la grande majorité des députés s'en est félicitée. C'est maintenant aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour réprimer le racisme et la xénophobie. Le Parlement européen souhaite au demeurant que

la Déclaration commune «soit largement diffusée et portée à la connaissance de tous les citoyens de la Communauté en tant que témoignage de la fidélité entière des institutions communautaires aux principes de la démocratie et du respect des valeurs humaines».

La Déclaration

Le Parlement européen, le Conseil, les représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil et la Commission,

- A. constatant l'existence et la croissance dans la Communauté d'attitudes, de mouvements et d'actes de violence xénophobes souvent dirigés contre des immigrés,
 - B. considérant l'importance primordiale que les Institutions des Communautés attachent au respect des droits fondamentaux proclamés solennellement dans la déclaration commune du 5 avril 1977 (cf. JO no C 103 du 27.4.1977, p. 1) ainsi qu'au principe de la libre circulation des personnes tel que prévu par le Traité CEE,
 - C. considérant que le respect de la dignité de la personne humaine et l'élimination des manifestations de discrimination raciale font partie du patrimoine culturel et juridique commun de tous les Etats membres,
 - D. conscients de la contribution positive que les travailleurs originaires d'autres Etats membres ou de pays tiers ont apportée et peuvent continuer d'apporter au développement de l'Etat membre dans lequel ils séjournent légalement et du bénéfice qui en résulte pour la Communauté dans son ensemble;
1. condamnent avec vigueur toutes les manifestations d'intolérance, d'hostilité et d'utilisation de force à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en raison de différences raciale, religieuse, culturelle, sociale ou nationale;
 2. affirment leur volonté de sauvegarder la personnalité et la dignité de chaque membre de la société et de refuser toute forme de ségrégation à l'encontre des étrangers;
 3. estiment indispensable que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour garantir la réalisation de cette volonté commune;
 4. sont déterminés à poursuivre les efforts déjà entrepris pour protéger l'individualité et la dignité de tout membre de la société et à refuser toute forme de ségrégation des étrangers;
 5. soulignent l'importance d'une information adéquate et objective et de la sensibilisation de tous les citoyens face aux dangers du racisme et de la xénophobie, ainsi que la nécessité d'une vigilance constante pour prévenir ou réprimer tout acte ou forme de discrimination.

**Il y a 100 ans naissait l'un des principaux
fondateurs de la Communauté européenne:**

Robert Schuman

"L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait". Le propos a l'air modeste, débarasse de la rhétorique à laquelle on était habitué quand on parlait de l'Europe.

Lu par Robert Schuman, dans les salons du Quai d'Orsay, le 9 Mai 1950, cette petite phrase annonce pourtant la naissance de la Communauté européenne.

Le jour même, depuis Bonn, le Chancelier Ouest-Allemand Adenauer annonce l'accord de son pays à la proposition française qui a le mérite précise-t-il, "de n'être pas faites de formules générales mais de suggestions concrètes qui reposent sur l'égalité des droits".

L'essentiel des 104 lignes lues devant plus de 200 journalistes tient en une seule phrase : "Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne

et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix".

Le 9 Mai 1950, Robert Schuman propose aux gouvernements de l'Ouest européen de déléguer une partie de leur souveraineté sur des questions bien précises et délimitées.

Derrière la République Fédérale d'Allemagne, quatre autres pays - Belgique, Italie, Pays-Bas et Luxembourg - réagissent favorablement à la proposition française, ceux-là même qui seront les pays fondateurs de la C.E.E. en signant les Traités de Rome et de Paris.

Depuis les "six" sont devenus "douze" faisant de la Communauté européenne un ensemble de 320 millions d'habitants. Renforcée géographiquement, la Communauté s'est également renforcée politiquement, notamment grâce à l'élection du Parlement européen au suffrage universel et à la volonté, désormais affirmée, d'aller vers l'Union européenne.

ABONNEMENT

NOM Prénom

Adresse

NORMAL : 30 F

SOUTIEN : 50 F

MÉRITANT : 250 F

- Chèque à l'ordre de « Presse Fédéraliste »

- C.C.P. 2490 82 P LYON.

(nos supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS

FÉDÉCHOSES - POUR LE FÉDÉRALISME
26, Rue Sala - 69 002 LYON

**DISPENSÉ
DE TIMBRAGE**

**LYON - PERRACHE
ROUTAGE 206**